

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 26 février 2025

DATE DE PUBLICATION : 12 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le onze mars, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BA - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme HENRY à M. BA
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme HEUGUES
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS :

- M. OREN
- M. TAVARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
Mise à jour des modalités d'organisation et d'indemnisation des
astreintes

OBJET : Mise à jour des modalités d'organisation et d'indemnisation des astreintes

Directeur de secteur : SURIEU Laurence

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par : SURIEU Laurence

Mme HEUGUES : Afin d'être plus efficient dans la mise en œuvre des astreintes, il a été décidé de revoir le processus de déclenchement des interventions ayant lieu dans ce cadre. Ainsi, l'astreinte décisionnelle sera désormais systématiquement sollicitée avant les déplacements de l'astreinte d'exploitation. Dans ce cadre, une mise à jour des modalités d'organisation et d'indemnisation des astreintes est nécessaire.

Pour rappel, une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, d'être joignable en permanence sur le téléphone mis à sa disposition pour cet effet avec transfert d'appel si nécessaire, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Il est proposé de mettre à jour les modalités d'organisation et d'indemnisation des astreintes comme suit :

I - RÉGIME DES ASTREINTES

A. Personnel concerné

a. Principe

Les astreintes concernent le personnel stagiaire, titulaire et contractuel de droit public.

b. Exceptions

Ne peuvent prétendre à des astreintes :

- les agents qui bénéficient d'une concession de logement pour nécessité absolue de service (à titre gratuit),
- les agents détachés dans des emplois administratifs de direction bénéficiant d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de l'exercice de fonctions à responsabilité supérieure.

B. Les périodes d'astreintes

Les astreintes concernent les périodes suivantes :

- La semaine complète c'est-à-dire du lundi 8H00 au lundi 8H00.
- La semaine du lundi 8H00 au vendredi 17H00
- La nuit c'est-à-dire de 17H00 à 8H00
- le week-end : du vendredi 17H00 au lundi 8H00
- le samedi de 8H00 à 17H00
- le dimanche ou jour férié de 8H00 à 17H00

C. Typologie des astreintes

1. Agents de la filière technique

Pour les agents de la filière technique, personnel majoritairement concerné par ces dispositions, il faut distinguer 3 types d'astreintes en fonction des motifs d'intervention.

a. Les astreintes d'exploitation

Cette astreinte concerne la situation des agents tenus, pour des raisons de nécessités de service, de demeurer à leur domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir dans le cadre d'activités particulières.

Les agents des services techniques faisant partie des équipes d'astreintes d'été et d'hiver sont concernés par ce type d'astreinte.

b. Les astreintes de sécurité

Cette astreinte concerne les agents amenés à intervenir lorsque des exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité l'imposent.

L'astreinte de sécurité se déploie en cas de circonstances graves, comme les inondations, peut concerner l'ensemble du personnel et présente un caractère obligatoire pour les agents des services techniques.

c. Les astreintes de décision

Cette astreinte concerne la situation du personnel d'encadrement joint directement par l'élé d'astreinte en dehors des heures d'activité normale du service afin de prendre les mesures et les dispositions nécessaires.

2. Ensemble des agents à l'exception de la filière technique

A la différence des agents des services techniques, il n'existe pas de distinction en fonction des motifs d'intervention.

D. Recours aux astreintes

Cas de recours à l'astreinte	Services concernés	Cadre d'emplois concernés	Modalités d'organisation	Période d'intervention
Astreinte d'été (exploitation) Du 01/03 au 30/11	Services techniques	- Adjoint technique - Agent de maîtrise	- Mise en sécurité (à la suite d'accidents de la route, chiens errants, effractions d'un bâtiment municipal...) - Dysfonctionnement des équipements municipaux (barrière, alarme...)	- Semaine complète du lundi au lundi - Week-end - Nuit - Dimanche ou jour férié
Astreinte d'hiver (exploitation) Du 01/12 au 28/02	Services techniques	- Adjoint technique - Agent de maîtrise	- Travaux relatifs à la mise en sécurité de la voirie et des équipements publics (déneigement, sablage...)	- Semaine complète du lundi au lundi - Week-end - Nuit - Dimanche ou jour férié
Astreinte de gardiennage (exploitation)	Services techniques Services administratifs	- Adjoint technique - Adjoint administratif	- Gardiennage d'immeubles municipaux	- Semaine complète du lundi au lundi - Week-end - Nuit - Dimanche ou jour férié
Astreinte de décision	Cadres du CTM Directeur de pôle Directeur faisant	- Agent de maîtrise - Technicien - Ingénieur - Attaché - Rédacteur	- Gestion des demandes d'intervention - transmission des consignes à l'équipe d'astreinte	- Semaine complète du lundi au lundi - Week-end - Nuit - Dimanche ou jour férié

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250314-DEL_2025_0372-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2025

	fonctions de DGS			
Astreinte de sécurité	Services administratifs Services techniques	-Adjoint administratif - Rédacteur - Attaché - Adjoint technique - Agent de maîtrise - Technicien - Ingénieur	En fonction des événements (inondation, incendie...)	En fonction des événements

E. Rémunération et compensation des astreintes

1. Montant des indemnités des astreintes

Les montants des indemnités d'astreintes varient en fonction du type d'astreinte et de la filière des agents.

Ainsi, pour les agents de **la filière technique**, seule l'indemnisation est possible, sur les bases suivantes :

Périodes d'astreinte	Indemnités d'astreinte Filière technique		
	Astreinte d'exploitation	Astreinte de sécurité	Astreinte de décision
La semaine d'astreinte complète	159,20 €	149,48 €	121,00 €
Une astreinte de nuit de semaine	10,75 €	10,05 €	10,00 €
Samedi ou journée de récupération	37,40 €	34,85 €	25,00 €
Une astreinte le dimanche ou un jour férié	46,55 €	43,38 €	34,85 €
Une astreinte de week-end (du vendredi soir au lundi matin)	116,20 €	109,28 €	76,00 €

Concernant **toutes les autres filières**, les astreintes peuvent donner lieu à indemnisation ou attribution d'un repos compensateur selon les modalités suivantes :

Périodes d'astreinte	Indemnités d'astreinte hors filière technique	
	Montant indemnité	Repos compensateur
La semaine d'astreinte complète	149,48€	1,5 jour
Une astreinte de nuit de semaine	10,05€	2 heures
Samedi ou journée de récupération	34,85€	0,5 jour
Une astreinte le dimanche ou un jour férié	43,38€	0,5 jour
Une astreinte de week-end (du vendredi soir au lundi matin)	109,28€	1 jour

Réception par le préfet : 14/03/2025

de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur,

VU le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

VU l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

VU l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 11 avril 2011 relative à l'indemnisation et aux modalités de versements des astreintes et permanences,

VU l'avis du Comité social territorial en date du 28 janvier 2025.

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire d'organiser, dans l'intérêt du service, la mise en œuvre des astreintes au sein des services,

ENTENDU les explications du rapporteur,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de mettre en œuvre le régime des astreintes selon les modalités d'organisation et d'indemnisation précisées ci-dessus.

PRECISE que :

- les taux des indemnités seront revalorisés automatiquement, sans autre délibération, en fonction des revalorisations réglementaires qui pourraient intervenir,
- les crédits nécessaires sont inscrits au budget,

AUTORISE M. le Maire, et son représentant en cas d'empêchement, à signer tout document utile afférent à ce dossier.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	31	
Votes pour	31	
Votes contre	0	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

